

Lettre ouverte au Premier ministre

Le Service Civique est un investissement d'avenir, il a fait la preuve de son efficacité et de son utilité sociale, il est, en outre, un réel outil de réconciliation républicaine...

Pourquoi n'investissez-vous pas davantage dans son développement ?

Monsieur le Premier ministre,

Nous sommes dirigeants associatifs, responsables d'organisations étudiantes et mouvements de jeunesse, entrepreneurs, dirigeants d'entreprises, journalistes, artistes, sportifs, simples citoyens... De près ou de loin, nous avons tous été témoins de la force du Service Civique. Ce dispositif de mobilisation citoyenne des jeunes, et de soutien à leur insertion sociale et professionnelle, créé par la droite, développé par la gauche, et reconnu aujourd'hui par tous comme utile et transformateur tant pour les jeunes que pour notre société.

Depuis 2010, le Service Civique permet aux jeunes de 16 à 25 ans de consacrer 6 à 12 mois de leur vie à un engagement citoyen au service de l'intérêt général. 6 à 12 mois pour être contributeurs actifs de cette société qu'ils ont souvent l'impression de subir, 6 à 12 mois pour regagner confiance en eux et en notre société, pour développer des compétences, gagner en expérience, s'aider eux-mêmes en aidant les autres.

97% des 140 000 jeunes qui s'engagent en Service Civique chaque année sont satisfaits ou très satisfaits de leur expérience. Le taux de satisfaction des structures qui les accueillent, associations, collectivités locales, établissements publics, est tout aussi élevé. Après leur service civique, 74% des jeunes sont en emploi ou en formation, poursuivant des projets personnels qu'ils ont généralement choisis, car muris pendant leur service civique. Une récente étude du cabinet GoodWill Management confirme d'ailleurs que chaque euro investi par l'Etat dans ce dispositif en rapporte au moins 2 à notre collectivité, en économies de charges comme en services rendus par les jeunes à la Nation. Dans un pays qui cherche à rationaliser sa dépense publique, c'est une évaluation que nous nous devons de prendre en considération.

Pendant la campagne présidentielle, le candidat Emmanuel Macron s'était engagé dans une « lettre ouverte à la jeunesse », convaincu de la force de ce dispositif unique en son genre, à rendre le Service Civique universel et accessible à tous les jeunes.

Malheureusement, les budgets alloués au Service Civique par votre gouvernement depuis 2018 ne permettent pas d'honorer cet engagement. Malgré une trajectoire budgétaire positive, les trop faibles augmentations du budget alloué à l'Agence du Service Civique ont de fait limité le nombre de missions de Service Civique proposées aux jeunes. Une moyenne de 1 600 postes supplémentaires par an proposés par votre gouvernement depuis 2017, soit 10 fois moins que l'augmentation annuelle constatée entre 2015 et 2017. Cela représente une part bien faible des 100 000 jeunes désireux de s'engager dans un Service Civique auxquels, chaque année, nous ne parvenons pas à répondre favorablement.

A l'heure où votre gouvernement présente au Parlement un nouveau Projet de Loi de Finances, à l'heure où vous souhaitez créer un nouveau Service National court ayant pour objectif, entre autres, de développer « l'engagement des jeunes dans le bénévolat et le service civique... », il nous faut poursuivre le développement du Service Civique engagé en 2015, afin d'être en mesure de proposer des missions à tous les jeunes volontaires en France comme à l'international, et de répondre aussi aux enjeux – que vous portez par ailleurs - du développement de la réciprocité... Freiner ce développement reviendrait à mener une politique publique contradictoire, en n'investissant pas dans un dispositif efficace et d'utilité sociale. Pire, nous nous empêcherions d'être prêts, le jour venu, à recevoir le désir d'engagement des jeunes ayant effectué le Service National Universel que vous souhaitez mettre en place.

Plus que tout, le Service Civique est un outil de réconciliation républicaine, de mixité sociale, de développement de l'esprit d'engagement et d'ouverture au monde. Nous en appelons à la continuité des politiques publiques, et à la cohérence de la politique gouvernementale : Investissons dans ce qui marche, investissons dans un développement réellement ambitieux du Service Civique.

Il en va de notre avenir, de l'avenir des jeunes, et de l'avenir de notre cohésion sociale. Il en va de la cohérence de nos politiques publiques. Nous comptons sur vous.